



Guerre de l'information – L'ONU et le FEM misent sur l'armée numérique sur Internet



Dans sa lutte pour la souveraineté en matière d'information, la Chine ne dispose pas seulement de l'appareil de censure le plus sophistiqué au monde sur le plan technique. Une « armée numérique » fouille également l'Internet à la recherche de contenus critiques à l'égard du gouvernement. Depuis quelque temps, l'ONU et le FEM misent eux aussi sur des « secouristes numériques » sur la toile, chargés de contrôler les plateformes en ligne à la recherche de « fausses informations ». Les pays démocratiques sont-ils menacés par un régime de censure comme celui de la Chine ?

Afin de supprimer les publications indésirables et de garder le contrôle sur les informations et la formation de l'opinion publique, la liberté sur Internet n'est limitée dans aucun autre pays autant qu'en Chine. Ainsi, le gouvernement central chinois ne dispose pas seulement de l'appareil de censure le plus sophistiqué au monde sur le plan technique, mais le gouvernement emploie également une « armée numérique » qui scrute l'Internet à la recherche de contenus critiques à l'égard du gouvernement. Ces soi-disant « commentateurs Internet » ont également pour mission de détourner l'attention des sujets politiquement controversés et de manipuler de manière ciblée l'opinion publique sur les réseaux sociaux, par exemple en faisant dérailler des discussions indésirables ou en diffamant les adversaires et les critiques politiques par des commentaires désobligeants.

Une telle approche dans la lutte pour la souveraineté de l'information ne s'observe toutefois pas uniquement dans des pays au régime totalitaire comme la Chine. Depuis quelque temps, les Nations unies et le Forum économique mondial mènent une guerre de l'information acharnée, qui ressemble beaucoup à celle que connaît la Chine.

Ainsi, Melissa Fleming, responsable de la communication mondiale aux Nations unies, a annoncé dans un podcast du FEM que 110 000 bénévoles de l'information avaient été recrutés pour vérifier la présence de contenus conspirationnistes sur Internet. Selon le FEM, la désinformation sur le web est une « infodémie » qui nécessite un « remède », d'où les efforts de censure systématique. Les « secouristes numériques » doivent également cibler les prétendus « forums de conspiration » de même que des commentaires sur les principales plates-formes en ligne.

La directrice de la communication de l'ONU, Mme Fleming, a déclaré à ce sujet, je cite : « Le milieu est pollué ; nous devons le nettoyer.. »

Il n'est pas surprenant que la politique de censure du FEM et de l'ONU se déroule de la même manière qu'en Chine. Depuis des décennies, le Forum économique mondial, sous la direction de Klaus Schwab, entretient des relations étroites avec le parti communiste, qu'il considère comme un modèle. Schwab n'a cessé de faire l'éloge du gouvernement chinois, dont la forme de pouvoir représente une combinaison de socialisme, de capitalisme, de contrôle social et de surveillance.

L'instauration d'un régime de censure à l'instar de celui de la Chine dans les pays démocratiques est toutefois plus que problématique, car la liberté d'expression est une pierre

angulaire de toute démocratie et est ancrée aussi bien dans les droits fondamentaux que dans la Convention européenne des droits de l'homme.

Si les voix dissidentes n'ont plus le droit de s'exprimer, la « vérité » ne sera déterminée plus que par une seule source.

Les efforts du FEM et de l'ONU pour un contrôle total de l'information sont donc contraires à la démocratie, aux droits fondamentaux et aux droits de l'homme. Ils constituent en outre des mesures profondément communistes et dictatoriales qui n'ont rien à faire dans une société pluraliste et démocratique où des opinions divergentes sont la base.

« Défendez la liberté d'information et d'opinion en soutenant des médias libres et indépendants comme Kla.TV par la diffusion de nos émissions ! »

de Nicol / nm.

Sources:

Zensur in China

<https://www.n-tv.de/ticker/Zensur-in-China-am-staerksten-article16229361.html>

www.tagesspiegel.de/politik/zensur-wie-kontrolliert-china-das-netz/1539628.html

https://de.wikipedia.org/wiki/50_Cent_Party

UN/WEF rekrutieren Informationshelfer

<https://www.weforum.org/agenda/2020/11/misinformation-infodemic-world-vs-virus-podcast>

<https://report24.news/un-und-wef-schwab-setzten-110-000-informationskrieger-fuer-regulierung-des-internets-ein/>

China als Vorbild des WEF

<https://deutsche-wirtschafts-nachrichten.de/514550/China-will-zivilisiertes-Internet-im-Sinne-der-Kommunistischen-Partei-durchsetzen>

<https://deutsche-wirtschafts-nachrichten.de/507780/Great-Reset-Wie-das-Weltwirtschaftsforum-China-seit-Jahren-hofiert-und-lobt>

Meinungsfreiheit – Grundrecht, Menschenrecht

www.menschenrechtskonvention.eu/freie-meinungsauesserung-9295/

Cela pourrait aussi vous intéresser:

#Digitalisation - www.kla.tv/Digitalisation

#CommentairesMediatiques - Commentaires médiatiques - www.kla.tv/CommentairesMediatiques

#FEM - Forum économique mondial - www.kla.tv/FEM

Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...



- ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- peu entendu, du peuple pour le peuple...
- des informations régulières sur www.kla.tv/fr

Ça vaut la peine de rester avec nous!

Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: www.kla.tv/abo-fr

Avis de sécurité:

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!

Cliquez ici: www.kla.tv/vernetzung&lang=fr

Licence:  *Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte. Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.